

URBAINE DE TRAVAUX
Société par actions simplifiée
Au capital de 6 386 000 euros
Siège social : 2 avenue du Général de Gaulle
91170 VIRY-CHATILLON

321 057 978 RCS EVRY

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 28 MARS 2025

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2024

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2024 s'élevant à 7 299 787 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	7 299 787 euros
Report à nouveau antérieur créateur	154 248 euros

Pour former un bénéfice distribuable de	7 454 035 euros
---	-----------------

A titre de dividendes	7 000 000 euros
-----------------------	-----------------

Soit 21,92 euros par action

Le Solde	454 035 euros
----------	---------------

Est affecté en totalité au compte « Report à nouveau ».

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société s'établissent à 8 518 538 euros.

Le dividende sera mis en paiement à compter de ce jour.

Ce dividende sera soumis, pour les personnes physiques, à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux global de 30 % des revenus perçus. Ce taux forfaitaire global est constitué par une imposition à l'impôt sur le revenu à hauteur de 12,8 % auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %.

Par dérogation et sur option expresse et irrévocable, les dividendes perçus peuvent être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Lorsque l'option globale pour le barème progressif est exercée l'abattement de 40 % demeure applicable.

Dans ce cas :

- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2024 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 6 998 991,54 euros,
- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2024 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 1 008,46 euros.

Distributions antérieures de dividendes

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercices	Dividendes	Abattements	Sans Abattement
30 septembre 2021	1 000 000 €	144 €	999 856 €
30 septembre 2022	7 000 000 €	1 008 €	6 998 992 €
30 septembre 2023	8 500 000 €	1 225 €	8 498 775 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 28 mars 2025

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Julien HAAS



SAS URBAINE DE TRAVAUX

*2 avenue du Général De Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX*

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2024

SAS URBAINE DE TRAVAUX

2 avenue du Général de Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 30 septembre 2024

Aux associés de l'URBAINE DE TRAVAUX,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société URBAINE DE TRAVAUX relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Contrats à long terme

Votre société constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note « Contrats long terme » en page 12 de l'annexe par l'application de la méthode de l'avancement.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations de l'avancement des travaux, à revoir les calculs effectués par la société, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Provisions Risques et charges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles, tels que décrits dans la note « Provisions pour risques et charges » en page 12 de l'annexe.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du Code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, sont incomplètes dans le rapport de gestion, compte tenu des difficultés

liées au système informatique ne permettant pas d'avoir une information pertinente concernant le nombre de factures.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Le Haillan, le 14 mars 2025

Les commissaires aux comptes

GBA Audit & Finance

Représenté par :

Dupouy

Représenté par :

Xavier LECARON

Christophe COUFFITTE

URBAINE DE TRAVAUX

2 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 91170 VIRY CHATILLON

*Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

Comptes au 30/09/2024



URBAINE
DE TRAVAUX
FAYAT

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	410 738	366 952	43 786	93 961
Fonds commercial	7 500	7 500	0	0
Autres immobilisations incorporelles	118 512	0	118 512	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	536 751	374 452	162 299	93 961
Terrains	336 888	0	336 888	335 388
Constructions	4 010 424	3 312 875	697 550	789 462
Installations techniques, matériel	1 750 409	1 418 346	332 063	493 200
Autres immobilisations corporelles	746 380	462 551	283 829	263 513
Immobilisations en cours	136 665	0	136 665	98 247
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	6 980 766	5 193 772	1 786 994	1 979 810
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	4 565 018	0	4 565 018	3 065 008
Créances rattachées à des participations	11 836	0	11 836	11 236
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	500
Autres immobilisations financières	34 182	0	34 182	30 682
TOTAL immobilisations financières	4 611 035	0	4 611 035	3 107 425
Total Actif Immobilisé (II)	12 128 552	5 568 224	6 560 328	5 181 197
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	13 833 335	0	13 833 335	1 967 858
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	13 833 335	0	13 833 335	1 967 858
Avances et acomptes versés sur commandes	221 686	0	221 686	349 465
Clients et comptes rattachés	38 128 497	277 316	37 851 181	55 254 084
Autres créances	37 055 793	0	37 055 793	46 884 344
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	75 184 290	277 316	74 906 974	102 138 428
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	6 318 536	0	6 318 536	9 704 396
TOTAL Disponibilités	6 318 536	0	6 318 536	9 704 396
Charges constatées d'avance	73 190	0	73 190	63 764
Total Actif Circulant (III)	95 631 038	277 316	95 353 722	114 223 911
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	107 759 590	5 845 540	101 914 050	119 405 108

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 6 386 000	6 386 000	6 386 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		0	0
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		638 600	617 479
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	932 022	932 022
TOTAL Réserves		1 570 622	1 549 501
Report à nouveau		154 248	0
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		7 299 787	8 675 369
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		107 881	94 041
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		15 518 538	16 704 911
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		6 930 450	7 761 110
Provisions pour charges		4 383 962	4 203 135
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		11 314 411	11 964 245
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0	0
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	352 269	388 589
TOTAL Dettes financières		352 269	388 589
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		2 527 589	3 412 270
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		31 334 472	38 590 767
Dettes fiscales et sociales		17 987 919	21 980 526
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0
Autres dettes		8 873 986	11 670 197
TOTAL Dettes d'exploitation		60 723 966	75 653 760
Produits constatés d'avance		14 004 865	14 693 603
TOTAL DETTES (IV)		75 081 100	90 735 952
Ecart de conversion Passif (V)		0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		101 914 050	119 405 108

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT		France	Exercice N Exportation	Total	Exercice N-1
Ventes de marchandises		0	0	0	0
Production vendue biens		2 999	0	2 999	1 909
Production vendue services		123 110 042	20 656 873	143 766 915	158 110 109
Chiffres d'affaires nets		123 113 041	20 656 873	143 769 914	158 112 018
Production stockée				11 865 477	928 090
Production immobilisée				0	0
Subventions d'exploitation				2 000	6 000
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				7 763 247	11 878 176
Autres produits				63 678	309 350
Total des produits d'exploitation (I)				163 464 315	171 233 635
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				0	0
Variation de stock (marchandises)				0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				16 154 399	16 576 146
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				428	331
Autres achats et charges externes				104 134 082	107 785 270
Impôts, taxes et versements assimilés				1 534 371	1 695 394
Salaires et traitements				22 973 235	22 711 039
Charges sociales				8 944 552	8 844 005
	sur	Dotations aux amortissements		495 761	464 122
	immobilisations	Dotations aux provisions		0	0
Dotations d'exploitation		Sur actif circulant : dotations aux provisions		67 849	128 032
		Pour risques et charges : dotations aux provisions		2 651 375	2 565 267
Autres charges				1 580 021	316 670
Total des charges d'exploitation (II)				158 536 073	161 086 276
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				4 928 242	10 147 359
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				2 160 222	2 624 218
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				-337 620	2 495 089
Produits financiers de participations				0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				0	0
Autres intérêts et produits assimilés				2 184 443	1 334 325
Reprises sur provisions et transferts de charges				0	0
Différences positives de change				0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				0	0
Total des produits financiers (V)				2 184 443	1 334 325
Dotations financières aux amortissements et provisions				0	0
Intérêts et charges assimilées				4 239	24 245
Différences négatives de change				0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				0	0
Total des charges financières (VI)				4 239	24 245
RÉSULTAT FINANCIER				2 180 204	1 310 080
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				9 606 288	11 586 568

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	327 557	104 349
Produits exceptionnels sur opérations en capital	40 000	20 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	594 146	110 390
Total des produits exceptionnels (VII)	961 703	234 739
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	469 030	674 572
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	36 337	10 406
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	72 986	218 576
Total des charges exceptionnelles (VIII)	578 353	903 555
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	383 350	-668 816
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	1 009 745	812 801
Impôts sur les bénéfices (X)	1 680 106	1 429 582
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	168 770 683	175 426 916
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	161 470 896	166 751 547
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	7 299 787	8 675 369

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2024 dont le total est de 101 914 050 € et au compte de résultat, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 168 770 683 € dégageant un Chiffre d'Affaires H.T. de 143 769 914 € et un bénéfice de 7 299 787 € recouvrant la période du 1er octobre 2023 au 30 septembre 2024.

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à : 387.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels d'URBAINE DE TRAVAUX (ci-après l'entreprise ou la société)
Les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de URBAINE DE TRAVAUX pour l'exercice au 30/09/2024 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-3 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.
Seules sont exprimées les informations significatives

Changements de méthodes de présentation

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels

Changements de méthodes comptables

Aucun changement n'est intervenu dans les méthodes comptables appliquées

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée. La décomposition des immobilisations porte sur :

- les constructions dont la valeur nette comptable excède 60 K€
- les matériels dont la valeur d'origine est supérieure ou égale à 100K€ pour les composants représentant au moins 20% de la valeur de l'ensemble et dont la durée d'amortissement diffère d'au moins 20% de la durée d'amortissement de l'ensemble.

Les décompositions identifiées sont les suivantes :

- Ensemble immobilier acquis le 27 octobre 1994		
- Gros oeuvre	50%	Amortissements linéaires sur 35 ans
- Toiture	10%	Amortissements linéaires sur 15 ans
- Fluide	20%	Amortissements linéaires sur 7 ans
- Aménagement	20%	Amortissements linéaires sur 7 ans

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Au 30 septembre 2024 aucune autre immobilisation détenue par la société ne nécessite la décomposition selon l'approche par composant.

Frais d'acquisition des immobilisations

Les droits de mutation, honoraires (agences, notaires, etc.) ou commissions (courtages et autres coûts de transaction liés à l'acquisition) et frais d'actes (frais légaux, frais de transfert de propriété, etc.) sont comptabilisés en charges.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Progiciels	1 à 5 ans - mode linéaire
Constructions :	
- Toiture	10 à 20 ans – mode linéaire
- Fluides	10 ans – mode linéaire
- Aménagements	10 à 15 ans – mode linéaire
- Gros œuvre	20 à 50 ans – mode linéaire
Matériel et outillage industriels :	
- amortissement comptable	durée d'utilisation 3 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal	durée d'usage 3 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif
Installations générales, agencements et aménagement	10 ans - mode linéaire
Matériel de transport	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel de bureau	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel informatique	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Mobilier	3 à 5 ans - mode linéaire

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations corporelles

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable. Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Fonds commercial

Le fonds commercial inscrit à l'actif est déprécié en totalité

Immobilisations financières

Ces actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

En titres de participation figurent notamment la totalité du capital de la filiale FAYAT IMMOBILIER IDF pour un montant brut de 4 522 654 €.

Stocks de matières premières, produits finis et semi-finis

La société ne possède pas de stock de matières premières, produits finis et semi-finis au 30 septembre 2024.

Travaux en cours

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Le coût de production des en-cours et des produits finis est constitué par :

- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production,
- les charges indirectes de production.

Les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement selon la nature des travaux.

Par comparaison à la facturation méritée, les factures à émettre sont comptabilisées en "Travaux en cours" et les factures comptabilisées d'avance sont extournées en "Produits constatés d'avance".

Au 30 septembre 2024, le montant des en-cours de production de biens s'établit au bilan pour un montant de 13 833 335 €.

Les affaires partiellement exécutées présentant une perte complémentaire à la fin du chantier font l'objet d'une provision pour perte à terminaison.

Au 30 septembre 2024, une perte à terminaison pour un montant total de 402 000 € a été constatée en provisions pour risques et charges. Elle correspond à la perte identifiée sur un chantier qui a déjà fait l'objet d'une provision pour perte l'an passé. Au cours de l'exercice 2024, la provision a fait l'objet d'une reprise et génère un produit en résultat exceptionnel d'un montant de 535 000 €.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées comme suit.

- | | |
|--|------|
| - Créances échues entre 1 an et 2 ans | 50% |
| - Créances échues depuis plus de 2 ans | 100% |

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an et des créances sur marchés publics s'apprécie au cas par cas.

Au 30 septembre 2024, une provision pour dépréciation d'un montant de 277 316 € a été constatée.

Centralisation de trésorerie

L'entreprise fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société Centralisatrice rémunère et facture en fin d'exercice les filiales centralisées en répartissant les produits financiers dégagés par les placements effectués à partir des comptes centralisateurs.

Le montant des produits financiers nets réalisés dans le cadre du cash-pool s'élève, pour l'exercice clos au 30 septembre 2024, à 211 992 €.

Avance en compte courant

Le montant des avances en compte courant consenties à la Holding FAYAT s'élève, à la clôture de l'exercice, à 22 271 654 € et a généré des produits financiers à hauteur de 1 393 147 €.

Des avances en compte courant sont également consenti à la filiale Fayat Immobilier Ile de France pour un montant de 8 825 683 € à la clôture de l'exercice. Cette avance a généré des produits financiers à hauteur de 449 655 €.

Provisions réglementées

Au 30 septembre 2024, la seule provision réglementée constatée au bilan concerne les amortissements dérogatoires et correspond à la différence entre les amortissements économiques et fiscaux.

Cette provision représente un montant de 107 881 €.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés.

Ces provisions comprennent notamment :

- des provisions pour risques chantiers qui émanent de sinistres entrant pour l'essentiel dans le cadre de la garantie décennale. Elles sont évaluées soit selon les coûts réels estimés, soit selon les valeurs de franchises d'assurances. Ces provisions s'élèvent au 30 septembre 2024 à 2 432 854 €,
- des provisions pour SAV permettant de faire face aux dépenses futures de SAV pour les immeubles bâtis soumis à garantie au titre des articles 1792 et 2275 du Code Civil. Ces provisions s'élèvent au 30 septembre 2024 à 3 812 062 €,
- des provisions pour autres risques sur chantiers sont également comptabilisées pour un montant total de 2 451 784 € au 30 septembre 2024,
- une provision pour médaille syndicale, déterminée selon une méthode statistique, qui s'élève au 30 septembre 2024 à 266 199 €.

Engagements de retraite

Conformément à la convention collective des Travaux Publics, la Société doit verser des indemnités aux salariés ETAM/CADRES lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont calculées en fonction de leur ancienneté et de leur salaire et les engagements correspondants ont été constatés sous forme de provision.

Aucune indemnité pour le départ en retraite n'est calculée pour le personnel ouvrier, celle-ci étant directement prise en charge par la caisse de retraite PRO BTP.

La part des engagements qui ont fait l'objet d'une provision s'élève à 1 665 979 €.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation	3.61%
- Taux de croissance des salaires	2.75%
- Age de départ à la retraite	67 ans
- Taux de charges sociales	45%
- Taux de rotation du personnel	Elevé
- Table de taux de mortalité	table INSEE 2019-2021

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat à terminaison :

- Le montant global du contrat global peut être évalué de façon fiable.
- Le pourcentage d'avancement peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes.
- Les coûts peuvent être identifiés de façon fiable.

Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base du prix de vente total du contrat, multiplié par le taux d'avancement réel de l'opération.

Ce dernier est déterminé en fonction des débours engagés ou de l'avancement physique des tâches.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation (SEP) sont constatées dans le compte de résultat de la société en "quotes-parts - pertes ou profits - des SEP".

Les quotes-parts de résultat de SEP à l'avancement sont comptabilisées du 1er octobre N-1 jusqu'au 30 septembre N.

La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.

Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.

La quote-part de chiffre d'affaires réalisée dans le cadre des SEP ne fait pas l'objet d'une comptabilisation dans les comptes de la société. Elle s'élève à 35 223 488 € au 30 septembre 2024.

Ceci porterait le chiffre d'affaires de la société Urbaine de Travaux, consolidé avec les sociétés en participation, à 161 630 467 €.

Effectif moyen

Pour les exercices ouverts à compter du 9 février 2020, les salariés à prendre en compte pour l'annexe sont :

- ceux titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée
- les employés à temps plein ou temps partiel

Les salariés mis à disposition, y compris les salariés temporaires, les apprentis, les salariés en contrat unique d'insertion ou en contrat de professionnalisation, sont donc exclus.

L'effectif moyen de salariés correspond à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile précédente ou du dernier exercice comptable lorsque celui-ci ne correspond pas à l'année civile précédente.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal	Honoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
Cabinet DUPOUY	35 000	0	35 000
GBA Audit	35 000	0	35 000
Montant total des honoraires	70 000	0	70 000

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2010, l'entreprise URBAINE DE TRAVAUX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 Rue du Palais Gallien 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis.
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale :	F. PARTICIPATIONS
Forme :	SCA
Au capital de :	1 059 719 890 euros
Adresse du siège social :	137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX

Les comptes consolidés du Groupe FAYAT sont disponibles au siège de la société :

F. PARTICIPATIONS : 137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux.

Garanties sur marchés

La société a sollicité les établissements bancaires pour se porter garants :

- en remplacement des retenues de garantie pour 36 545 K€
- en remplacement des retenues de bonne fin et de parfait achèvement pour 466 K€
- au titre des avances forfaitaires, de démarrage ou de restitution de trésorerie pour 9 753 K€
- au titre de garantie de paiement aux sous-traitants pour 9 315 K€
- au titre de répartition de trésorerie dans le cadre de groupements 1 375 K€

Soit un total de 57 454 K€

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Le montant des engagements reçus s'élève à 20 305 K€ et se compose de garanties de paiement reçus des clients pour 84 K€, de garanties émises par des sous-traitants en remplacement de retenues de garantie de bonne fin ou d'avance de démarrage pour 14 945 K€ et de garanties émises par des co-traitants au titre de répartition de trésorerie dans le cadre d'un groupement pour 4 125 K€.

Par ailleurs, URBAIN de TRAVAUX bénéficie d'un engagement de retour à meilleure fortune à hauteur de 1.151 K€ sur sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF au titre des abandons de créance consentis.

FAITS MARQUANTS

Aucun fait marquant n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Néant

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes	423 038	0	118 512
Terrains		335 388	0	1 500
		Sur sol propre	3 273 268	0
	Sur sol d'autrui	225 486	0	0
Constructions	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	511 670	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		2 061 471	0	123 887
	Installations générales, agencements, aménagements divers	335 144	0	2 203
Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	543 398	0	123 100
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		98 247	0	46 785
Avances et acomptes		0	0	0
TOTAL (III)		7 384 072	0	297 475
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		3 076 244	0	1 501 110
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		31 182	0	3 500
TOTAL (IV)		3 107 425	0	1 504 610
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		10 914 536	0	1 920 597

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	4 800	536 751	0
Terrains		0	0	336 888	0
	Sur sol propre	0	0	3 273 268	0
Constructions	Sur sol d'autrui	0	0	225 486	0
	agencements et aménagements des constructions	0	0	511 670	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	434 949	1 750 409	0
	agencements,	0	31 422	305 925	0
Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	226 042	440 455	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	8 367	136 665	0
Avances et acomptes		0	0	0	0
TOTAL (III)		0	700 780	6 980 766	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	500	4 576 854	0
Autres titres immobilisés		0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	500	34 182	0
TOTAL (IV)		0	1 000	4 611 035	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	706 580	12 128 552	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Fonds commercial		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		321 577	50 175	4 800	366 952
TOTAL (I)		321 577	50 175	4 800	366 952
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	2 634 180	72 423	0	2 706 603
	Sur sol d'autrui	216 991	1 700	0	218 691
Installations générales, agencements		369 792	17 790	0	387 582
Installations techniques, matériels et outillages		1 568 271	255 228	405 152	1 418 346
Installations générales, agencements divers		188 684	27 901	31 422	185 163
Autres immo. corporelles	Matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	426 344	70 545	219 501	277 388
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)		5 404 262	445 586	656 076	5 193 772
TOTAL GENERAL (I + II)		5 725 839	495 761	660 876	5 560 724

Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Fonds comm.	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	61 398	0	0	46 366	0	15 033
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	11 587	0	0	12 780	0	-1 192
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	72 986	0	0	59 146	0	13 840
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		72 986	0	0	59 146	0	13 840

Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler		0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations		0	0	0	0

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	94 041	72 986	59 146	107 881
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	94 041	72 986	59 146	107 881
Provisions pour litige	2 612 746	876 750	1 056 642	2 432 854
Provisions pour garanties	4 002 624	483 149	673 711	3 812 062
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	1 763 876	170 942	2 640	1 932 178
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	3 584 999	1 120 534	1 568 216	3 137 318
TOTAL (II)	11 964 245	2 651 375	3 301 209	11 314 411
Provisions sur immos incorporelles	7 500	0	0	7 500
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	412 771	67 849	203 304	277 316
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	420 271	67 849	203 304	284 816
TOTAL GENERAL (I + II + III)	12 478 557	2 792 210	3 563 659	11 707 109
Dont dotations et reprises d'exploitation		2 719 225	2 969 513	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		72 986	594 146	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				11 836	11 836	0
Prêts				0	0	0
Autres immos financières				34 182	34 182	0
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				46 017	46 017	0
Clients douteux ou litigieux				344 732	0	344 732
Autres créances clients				37 783 765	37 783 765	0
Créances représentatives de titres prêtés				0	0	0
Personnel et comptes rattachés				35 806	35 806	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				25 002	25 002	0
		Impôts sur les bénéfices		0	0	0
Etat et autres collectivités		Taxe sur la valeur ajoutée		4 823 254	4 823 254	0
		Autres impôts		0	0	0
		Etat - divers		0	0	0
Groupes et associés				31 602 738	31 602 738	0
Débiteurs divers				568 995	568 995	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				75 184 290	74 839 559	344 732
Charges constatées d'avance				73 190	73 190	0
TOTAL DES CREANCES				75 303 498	74 958 767	344 732
Prêts accordés en cours d'exercice				0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice				0		
Prêts et avances consentis aux associés				0		
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles			0	0	0	0
Autres emprunts obligataires			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers			0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés			31 334 472	31 334 472	0	0
Personnel et comptes rattachés			3 384 483	3 384 483	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			3 159 567	3 159 567	0	0
		Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
Etat et autres collectivités publiques		Taxe sur la valeur ajoutée	11 164 342	11 164 342	0	0
		Obligations cautionnées	0	0	0	0
		Autres impôts	279 527	279 527	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			0	0	0	0
Groupes et associés			352 269	352 269	0	0
Autres dettes			8 873 986	8 873 986	0	0
Dette représentative de titres empruntés			0	0	0	0
Produits constatés d'avance			14 004 865	14 004 865	0	0
TOTAL DES DETTES			72 553 511	72 553 511	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice			0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice			0			

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	5 268 929
Dettes fiscales et sociales	4 695 252
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0
Autres dettes	794 318
Total	10 758 498

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	7 499 552
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-12 388
Etat et autres collectivités publiques	0
Autres créances	10 742
Disponibilités	0
Total	7 497 905

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Divers Taxes	9 410	0	0
CCA Divers	15 456	0	0
Licences Abonnements	48 325	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	73 190	0	0

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constatés d'avance / chantiers	14 001 053	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	14 001 053	0	0

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 30/09/2024	Valeur nominale
Actions ordinaires	319 300			319 300	20
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
TOTAL	319 300	0	0	319 300	

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Variation des capitaux propres

Capitaux propres	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	6 386 000						6 386 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	0						0
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	617 479				21 121		638 600
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	932 022						932 022
Report à nouveau	0				154 248		154 248
Résultat de l'exercice	8 675 369	7 299 787	8 675 369	8 500 000	-175 369		7 299 787
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	94 041	72 986	59 146				107 881
TOTAL CAPITAUX PROPRES	16 704 911	7 372 773	8 734 515	8 500 000	0	0	15 518 538

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Le chiffre d'affaires de l'entreprise se répartit de la façon suivante :

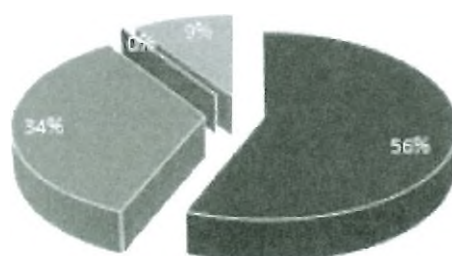
Travaux Publics : 56 %

Batiments : 44 %

Et au sein de ces deux activités :

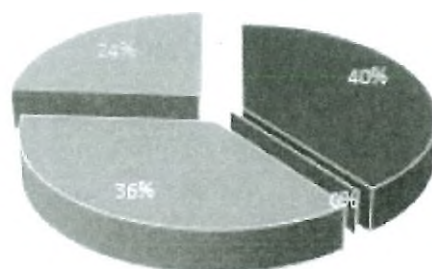
Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Répartition de l'activité Travaux
Publics cumulée à fin Septembre
2024



- Génie Civil et Ouvrage d'Art
- Assainissement - Tunnelier
- Travaux Urbains et Voirie
- Fluides et Canalisation

Répartition de l'activité
Batiment en cumulé à fin
Septembre 2024



- Équipement Scolaire, Sportifs et de Loisirs
- Réhabilitation énergétique
- Logements
- Équipement Tertiaires et Industriels

Transferts de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transferts de charges d'exploitation	4 793 734	
- Refacturation de charges de personnel	2 202 959	
- Refacturation de charges externes	2 100 157	
- Autres transfert de charges d'exploitation	490 618	
-		
-		
Transferts de charges financières		Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes
-		
-		
-		
-		
-		
Transferts de charges exceptionnelles	0	
-		
-		
-		
-		
-		
TOTAL	4 793 734	

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	9 606 288	1 911 763	7 694 525
Résultat exceptionnel à court terme	383 350	-30 534	413 884
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-1 009 745	201 122	-1 210 867
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	8 979 893	1 680 106	7 299 786

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			7 299 787
Impôt sur les bénéfices			1 680 106
RESULTAT AVANT IMPOT			8 979 893
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	72 986	59 146	13 840
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	72 986	59 146	13 840
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES	0	0	0
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			8 993 733

Fiscalité différée

Libellé	30/09/2024
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt	
Provisions réglementées	107 881
Subventions d'investissement	0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Actif	0
Autres charges déduites d'avance	
Plus values à long terme en sursis d'imposition	
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	107 881
Total passif d'impôt futur	27 860
Bases d'allègement de la dette future d'impôt	
Amortissements des logiciels	
Pertes potentielles sur contrat à long terme	-402 000
Provisions pour retraites et obligations similaires	-1 932 178
Autres risques et charges provisionnés	
Charges à payer	-1 420 810
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Passif	0
Autres produits taxés d'avance	
Déficits reportables fiscalement	
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	-3 754 988
Total actif d'impôt futur	-969 726
Situation nette	-941 865

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

(1) Taux d'impôt :	25,83%
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	25,00%
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30%
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	0,00%

Effectif moyen

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	30/09/2024	30/09/2023	30/09/2024	30/09/2023	30/09/2024	30/09/2023
Ingénieurs et Cadres	124	120			124	120
Agents de maîtrise	68	76			68	76
Employés et techniciens					0	0
Ouvriers	195	200			195	200
Autres					0	0
TOTAL	387	396	0	0	387	396

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Tableau des participations

Filiales et participations (en €)	Capital	Capitaux propres autres que capital	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Valeur prêts et avances		Cautions	Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes
				Brute	Nette	Brute	Nette				
Participations (détenues à + de 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
FAYAT IMMOBILIER IDF SAS	3 000 000	-1 354 563	100,00%	4 522 654	4 522 654	8 825 683	8 825 683	0	2 612 470	-1 523 263	0
Participations (détenues entre 10 et 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
SCCV EDOUARD BRANLY MONTAGNE PIERRE	1 000	0	50,00%	500	500	1 122	1 122	0	0	83	0
SCCV GRANDES CULTURES EMILE BEAUFILS	1 000	0	50,00%	500	500	180	180	0	0	17	0
Participations (détenues entre 0.01 et 10 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
SCCV VINCENNES 64 DE FRANCE	1 600	0	2,00%	32	32	170 252	170 252	0	7 053 284	-200 382	0
SCCV CHAMPIGNY ROSIGNANO	1 600	0	2,00%	32	32	0	0	0	0	-2 997	0
SCCV GAGNY JOANNES	1 000	0	2,00%	20	20	0	0	0	0	0	0
SCCV GAGNY BOURBONS	1 000	0	2,00%	20	20	0	0	0	0	0	0
SCCV MAUREPAS	800	0	1,00%	10	10	0	0	0	0	0	0

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

1

BILAN - ACTIF

DGFIP N° 2050 2024

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : URBAIN DE TRAVAUX		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois*					
Adresse de l'entreprise 0002 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 91170 VIRY CHATILLON		Durée de l'exercice précédent*					
Numéro SIRET* 3 2 1 0 5 7 9 7 8 0 0 0 1 7		Néant ☐ *					
		Exercice N clos le, 30/09/2024					
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3			
Capital souscrit non appelé (I)		AA					
ACTIF IMMOBILISE*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC			
		Frais de développement *	CX	CQ			
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	410 738	AG	366 952	43 786
		Fonds commercial (1)	AH	7 500	AI	7 500	0
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	118 512	AK		118 512
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	336 888	AO		336 888
		Constructions	AP	4 010 424	AQ	3 312 875	697 550
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	1 750 409	AS	1 418 346	332 063
		Autres immobilisations corporelles	AT	746 380	AU	462 551	283 829
		Immobilisations en cours	AV	136 665	AW		136 665
		Avances et acomptes	AX		AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
		Autres participations	CU	4 565 018	CV		4 565 018
		Créances rattachées à des participations	BB	11 836	BC		11 836
		Autres titres immobilisés	BD		BE		
		Prêts	BF		BG		
		Autres immobilisations financières*	BH	34 182	BI		34 182
TOTAL (II)		BJ	12 128 552	BK	5 568 224	6 560 328	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
		En cours de production de biens	BN	13 833 335	BO		13 833 335
		En cours de production de services	BP		BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
		Marchandises	BT		BU		
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	221 686	BW		221 686
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	38 128 497	BY	277 316	37 851 181
		Autres créances (3)	BZ	37 055 793	CA		37 055 793
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD		CE		
		Disponibilités	CF	6 318 536	CG		6 318 536
		Charges constatées d'avance (3)*	CH	73 190	CI		73 190
Comptes de régularisation	TOTAL (III)	CJ	95 631 038	CK	277 316	95 353 722	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW					
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM					
	Ecart de conversion actif* (VI)	CN					
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	107 759 590	1A	5 845 540	101 914 050	
	Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP	(3) Part à plus d'un an	CR	
Clause de réserve de propriété : *		Immobilisations :	Stocks :	Créances :			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <u>URBAINE DE TRAVAUX</u>			Néant ☐ *	
			Exercice N	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 6 386 000)		DA	6 386 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		DB	
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <u>EK</u>)		DC	
	Réserve légale (3)		DD	638 600
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <u>B1</u>)		DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <u>EJ</u>)		DG	932 022
	Report à nouveau		DH	154 248
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI	7 299 787
	Subventions d'investissement		DJ	
	Provisions réglementées *		DK	107 881
	TOTAL (I)		DL	15 518 538
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM
Avances conditionnées		DN		
TOTAL (II)		DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP	6 930 450
	Provisions pour charges		DQ	4 383 962
	TOTAL (III)		DR	11 314 411
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS	
	Autres emprunts obligataires		DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	0
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <u>EI</u>)		DV	352 269
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW	2 527 589
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	31 334 472
	Dettes fiscales et sociales		DY	17 987 919
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ	
	Autres dettes		EA	8 873 986
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)		EB	14 004 865
TOTAL (IV)		EC	75 081 100	
Ecart de conversion passif* (V)		ED		
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		EE	101 914 050	
RENOVOIS	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B	
	(2)	Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C	
			1D	
			1E	
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF	
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	72 553 511
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : URBAINE DE TRAVAUXNéant ☐ *

			Exercice N							
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total			
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*		FA		FB		FC			
	Production vendue	{ biens * services *	FD	2 999	FE		FF	2 999		
			FG	123 110 042	FH	20 656 873	FI	143 766 915		
	Chiffres d'affaires nets *		FJ	123 113 041	FK	20 656 873	FL	143 769 914		
	Production stockée*						FM	11 865 477		
	Production immobilisée*						FN			
	Subventions d'exploitation						FO	2 000		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)						FP	7 763 247		
	Autres produits (1) (11)						FQ	63 678		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	163 464 315		
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*						FS			
	Variation de stock (marchandises)*						FT			
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*						FU	16 154 399		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*						FV	428		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*						FW	104 134 082		
	Impôts, taxes et versements assimilés*						FX	1 534 371		
	Salaires et traitements*						FY	22 973 235		
	Charges sociales (10)						FZ	8 944 552		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { – dotations aux amortissements* – dotations aux provisions*	(dont amortissement du fonds de commerce (art. 39, 1–2° al.3 du CGI)			HS	)	GA	495 761	
			GB							
			GC						67 849	
			GD						2 651 375	
	Autres charges (12)						GE	1 580 021		
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	158 536 073		
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	4 928 242			
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)						GH	2 160 222		
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)						GI	-337 620		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GJ	0		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)						GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL	2 184 443		
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GM			
	Différences positives de change						GN			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO			
	Total des produits financiers (V)						GP	2 184 443		
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*						GQ			
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	4 239		
	Différences négatives de change						GS			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT			
	Total des charges financières (VI)						GU	4 239		
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	2 180 204			
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	9 606 288			

Désignation de l'entreprise <u>URBAINE DE TRAVAUX</u>										Néant ☐ *		
										Exercice N		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion									HA	327 557	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *									HB	40 000	
	Reprises sur provisions et transferts de charges									HC	594 146	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)									HD	961 703	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)									HE	469 030	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *									HF	36 337	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)									HG	72 986	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)									HH	578 353	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)										HI	383 350	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)										HJ	1 009 745	
Impôts sur les bénéfices * (X)										HK	1 680 106	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)										HL	168 770 683	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)										HM	161 470 896	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)										HN	7 299 787	
RENOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme								HO		
	(2) Dont	produits de locations immobilières								HY		
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)								1G		
	(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *								HP		
		- Crédit-bail immobilier								HQ		
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)								1H		
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées								1J	2 093 750	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées								1K	2 400	
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)								HX		
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)								RC		
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)								RD		
	(9)	Dont transferts de charges								A1	4 793 734	
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)								A2		
		(Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS) A5										
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)								A3		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)								A4	541	
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :	facultatives A6			obligatoires A9						
			Dont cotisations facultatives Madelin A7			Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8						
	(7)	joindre en annexe) : Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le									Exercice N	
											Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Ligne HA - Pdts Exceptionnels Clients / Fournisseurs											327 557	
Ligne HB - Pdts de Cession des immobilisations corporelles											40 000	
Ligne HC - Reprise sur Amortissements dérogatoires											59 146	
Ligne HC - Reprise sur Pertes à terminaison											535 000	
Ligne HE - Pénalités et Amendes non déductibles										28 250		
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :									Exercice N		
										Charges antérieures	Produits antérieurs	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2024 dont le total est de 101 914 050 € et au compte de résultat, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 168 770 683 € dégageant un Chiffre d'Affaires H.T. de 143 769 914 € et un bénéfice de 7 299 787 € recouvrant la période du 1er octobre 2023 au 30 septembre 2024.

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à : 387.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels d'URBAINE DE TRAVAUX (ci-après l'entreprise ou la société)
Les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'ÉVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de URBAINE DE TRAVAUX pour l'exercice au 30/09/2024 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-3 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.
Seules sont exprimées les informations significatives

Changements de méthodes de présentation

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels

Changements de méthodes comptables

Aucun changement n'est intervenu dans les méthodes comptables appliquées

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée. La décomposition des immobilisations porte sur :

- les constructions dont la valeur nette comptable excède 60 K€
- les matériels dont la valeur d'origine est supérieure ou égale à 100K€ pour les composants représentant au moins 20% de la valeur de l'ensemble et dont la durée d'amortissement diffère d'au moins 20% de la durée d'amortissement de l'ensemble.

Les décompositions identifiées sont les suivantes :

- Ensemble immobilier acquis le 27 octobre 1994		
- Gros oeuvre	50%	Amortissements linéaires sur 35 ans
- Toiture	10%	Amortissements linéaires sur 15 ans
- Fluide	20%	Amortissements linéaires sur 7 ans
- Aménagement	20%	Amortissements linéaires sur 7 ans

Au 30 septembre 2024 aucune autre immobilisation détenue par la société ne nécessite la décomposition selon l'approche par composant.

Frais d'acquisition des immobilisations

Les droits de mutation, honoraires (agences, notaires, etc.) ou commissions (courtages et autres coûts de transaction liés à l'acquisition) et frais d'actes (frais légaux, frais de transfert de propriété, etc.) sont comptabilisés en charges.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Progiciels	1 à 5 ans - mode linéaire
Constructions :	
- Toiture	10 à 20 ans – mode linéaire
- Fluides	10 ans – mode linéaire
- Aménagements	10 à 15 ans – mode linéaire
- Gros œuvre	20 à 50 ans – mode linéaire
Matériel et outillage industriels :	
- amortissement comptable	durée d'utilisation 3 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal	durée d'usage 3 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif
Installations générales, agencements et aménagement	10 ans - mode linéaire
Matériel de transport	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel de bureau	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel informatique	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Mobilier	3 à 5 ans - mode linéaire

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations corporelles

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable. Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Fonds commercial

Le fonds commercial inscrit à l'actif est déprécié en totalité

Immobilisations financières

Ces actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

En titres de participation figurent notamment la totalité du capital de la filiale FAYAT IMMOBILIER IDF pour un montant brut de 4 522 654 €.

Stocks de matières premières, produits finis et semi-finis

La société ne possède pas de stock de matières premières, produits finis et semi-finis au 30 septembre 2024.

Travaux en cours

Le coût de production des en-cours et des produits finis est constitué par :

- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production,
- les charges indirectes de production.

Les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement selon la nature des travaux.

Par comparaison à la facturation méritée, les factures à émettre sont comptabilisées en "Travaux en cours" et les factures comptabilisées d'avance sont extournées en "Produits constatés d'avance".

Au 30 septembre 2024, le montant des en-cours de production de biens s'établit au bilan pour un montant de 13 833 335 €.

Les affaires partiellement exécutées présentant une perte complémentaire à la fin du chantier font l'objet d'une provision pour perte à terminaison.

Au 30 septembre 2024, une perte à terminaison pour un montant total de 402 000 € a été constatée en provisions pour risques et charges. Elle correspond à la perte identifiée sur un chantier qui a déjà fait l'objet d'une provision pour perte l'an passé. Au cours de l'exercice 2024, la provision a fait l'objet d'une reprise et génère un produit en résultat exceptionnel d'un montant de 535 000 €.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées comme suit.

- | | |
|--|------|
| - Créances échues entre 1 an et 2 ans | 50% |
| - Créances échues depuis plus de 2 ans | 100% |

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an et des créances sur marchés publics s'apprécie au cas par cas.

Au 30 septembre 2024, une provision pour dépréciation d'un montant de 277 316 € a été constatée.

Centralisation de trésorerie

L'entreprise fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société Centralisatrice rémunère et facture en fin d'exercice les filiales centralisées en répartissant les produits financiers dégagés par les placements effectués à partir des comptes centralisateurs.

Le montant des produits financiers nets réalisés dans le cadre du cash-pool s'élève, pour l'exercice clos au 30 septembre 2024, à 211 992 €.

Avance en compte courant

Le montant des avances en compte courant consenties à la Holding FAYAT s'élève, à la clôture de l'exercice, à 22 271 654 € et a généré des produits financiers à hauteur de 1 393 147 €.

Des avances en compte courant sont également consenti à la filiale Fayat Immobilier Ile de France pour un montant de 8 825 683 € à la clôture de l'exercice. Cette avance a généré des produits financiers à hauteur de 449 655 €.

Provisions réglementées

Au 30 septembre 2024, la seule provision réglementée constatée au bilan concerne les amortissements dérogatoires et correspond à la différence entre les amortissements économiques et fiscaux.

Cette provision représente un montant de 107 881 €.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'évènements passés.

- Ces provisions comprennent notamment :
- des provisions pour risques chantiers qui émanent de sinistres entrant pour l'essentiel dans le cadre de la garantie décennale. Elles sont évaluées soit selon les coûts réels estimés, soit selon les valeurs de franchises d'assurances. Ces provisions s'élèvent au 30 septembre 2024 à 2 432 854 €,
 - des provisions pour SAV permettant de faire face aux dépenses futures de SAV pour les immeubles bâtis soumis à garantie au titre des articles 1792 et 2275 du Code Civil. Ces provisions s'élèvent au 30 septembre 2024 à 3 812 062 €,
 - des provisions pour autres risques sur chantiers sont également comptabilisées pour un montant total de 2 451 784 € au 30 septembre 2024,
 - une provision pour médaille syndicale, déterminée selon une méthode statistique, qui s'élève au 30 septembre 2024 à 266 199 €.

Engagements de retraite

Conformément à la convention collective des Travaux Publics, la Société doit verser des indemnités aux salariés ETAM/CADRES lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont calculées en fonction de leur ancienneté et de leur salaire et les engagements correspondants ont été constatés sous forme de provision.

Aucune indemnité pour le départ en retraite n'est calculée pour le personnel ouvrier, celle-ci étant directement prise en charge par la caisse de retraite PRO BTP.

La part des engagements qui ont fait l'objet d'une provision s'élève à 1 665 979 €.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation	3.61%
- Taux de croissance des salaires	2.75%
- Age de départ à la retraite	67 ans
- Taux de charges sociales	45%
- Taux de rotation du personnel	Elevé
- Table de taux de mortalité	table INSEE 2019-2021

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat à terminaison :

- Le montant global du contrat global peut être évalué de façon fiable.
- Le pourcentage d'avancement peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes.
- Les coûts peuvent être identifiés de façon fiable.

Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base du prix de vente total du contrat, multiplié par le taux d'avancement réel de l'opération.

Ce dernier est déterminé en fonction des débours engagés ou de l'avancement physique des tâches.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation (SEP) sont constatées dans le compte de résultat de la société en "quotes-parts - pertes ou profits - des SEP".

Les quotes-parts de résultat de SEP à l'avancement sont comptabilisées du 1er octobre N-1 jusqu'au 30 septembre N.

La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.

Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.

La quote-part de chiffre d'affaires réalisée dans le cadre des SEP ne fait pas l'objet d'une comptabilisation dans les comptes de la société. Elle s'élève à 35 223 488 € au 30 septembre 2024.

Ceci porterait le chiffre d'affaires de la société Urbaine de Travaux, consolidé avec les sociétés en participation, à 161 630 467 €.

Effectif moyen

Pour les exercices ouverts à compter du 9 février 2020, les salariés à prendre en compte pour l'annexe sont :

- ceux titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée
- les employés à temps plein ou temps partiel

Les salariés mis à disposition, y compris les salariés temporaires, les apprentis, les salariés en contrat unique d'insertion ou en contrat de professionnalisation, sont donc exclus.

L'effectif moyen de salariés correspond à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile précédente ou du dernier exercice comptable lorsque celui-ci ne correspond pas à l'année civile précédente.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal	Honoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
Cabinet DUPOUY	35 000	0	35 000
GBA Audit	35 000	0	35 000
Montant total des honoraires	70 000	0	70 000

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2010, l'entreprise URBAINE DE TRAVAUX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 Rue du Palais Gallien 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis.
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale :	F. PARTICIPATIONS
Forme :	SCA
Au capital de :	1 059 719 890 euros
Adresse du siège social :	137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX

Les comptes consolidés du Groupe FAYAT sont disponibles au siège de la société :

F. PARTICIPATIONS : 137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux.

Garanties sur marchés

La société a sollicité les établissements bancaires pour se porter garants :

- en remplacement des retenues de garantie pour 36 545 K€
- en remplacement des retenues de bonne fin et de parfait achèvement pour 466 K€
- au titre des avances forfaitaires, de démarrage ou de restitution de trésorerie pour 9 753 K€
- au titre de garantie de paiement aux sous-traitants pour 9 315 K€
- au titre de répartition de trésorerie dans le cadre de groupements 1 375 K€

Soit un total de 57 454 K€

Le montant des engagements reçus s'élève à 20 305 K€ et se compose de garanties de paiement reçus des clients pour 84 K€, de garanties émises par des sous-traitants en remplacement de retenues de garantie de bonne fin ou d'avance de démarrage pour 14 945 K€ et de garanties émises par des co-traitants au titre de répartition de trésorerie dans le cadre d'un groupement pour 4 125 K€.

Par ailleurs, URBAINE de TRAVAUX bénéficie d'un engagement de retour à meilleure fortune à hauteur de 1.151 K€ sur sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF au titre des abandons de créance consentis.

FAITS MARQUANTS

Aucun fait marquant n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Néant

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	423 038	0	118 512
	Terrains	335 388	0	1 500
	Sur sol propre	3 273 268	0	0
	Sur sol d'autrui	225 486	0	0
	Constructions			
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	511 670	0	0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 061 471	0	123 887
	Installations générales, agencements, aménagements divers	335 144	0	2 203
	Autres immobilisations corporelles			
	Matériel de transport	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	543 398	0	123 100
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
	Immobilisations corporelles en cours	98 247	0	46 785
	Avances et acomptes	0	0	0
TOTAL (III)		7 384 072	0	297 475
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0
	Autres participations	3 076 244	0	1 501 110
	Autres titres immobilisés	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	31 182	0	3 500
TOTAL (IV)		3 107 425	0	1 504 610
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		10 914 536	0	1 920 597

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	0	4 800	536 751	0
	Terrains	0	0	336 888	0
	Sur sol propre	0	0	3 273 268	0
	Constructions				
	Sur sol d'autrui	0	0	225 486	0
	agencements et aménagements des constructions	0	0	511 670	0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	434 949	1 750 409	0
	agencements,	0	31 422	305 925	0
	Autres immobilisations corporelles				
	Matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	226 042	440 455	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
	Immobilisations corporelles en cours	0	8 367	136 665	0
	Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL (III)		0	700 780	6 980 766	0
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	0
	Autres participations	0	500	4 576 854	0
	Autres titres immobilisés	0	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	0	500	34 182	0
TOTAL (IV)		0	1 000	4 611 035	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	706 580	12 128 552	0

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE						
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0		
Fonds commercial		0	0	0	0		
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		321 577	50 175	4 800	366 952		
TOTAL (I)		321 577	50 175	4 800	366 952		
Terrains		0	0	0	0		
Constructions	Sur sol propre	2 634 180	72 423	0	2 706 603		
	Sur sol d'autrui	216 991	1 700	0	218 691		
Installations générales, agencements		369 792	17 790	0	387 582		
Installations techniques, matériels et outillages		1 568 271	255 228	405 152	1 418 346		
Installations générales, agencements divers		188 684	27 901	31 422	185 163		
Autres immo. corporelles	Matériel de transport	0	0	0	0		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	426 344	70 545	219 501	277 388		
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0		
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)		5 404 262	445 586	656 076	5 193 772		
TOTAL GENERAL (I + II)		5 725 839	495 761	660 876	5 560 724		
Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Fonds comm.	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	61 398	0	0	46 366	0	15 033
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	11 587	0	0	12 780	0	-1 192
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	72 986	0	0	59 146	0	13 840
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		72 986	0	0	59 146	0	13 840
Cadre C			Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler			0	0	0	0	
Primes de remboursement des obligations			0	0	0	0	

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	94 041	72 986	59 146	107 881
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	94 041	72 986	59 146	107 881
Provisions pour litige	2 612 746	876 750	1 056 642	2 432 854
Provisions pour garanties	4 002 624	483 149	673 711	3 812 062
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	1 763 876	170 942	2 640	1 932 178
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	3 584 999	1 120 534	1 568 216	3 137 318
TOTAL (II)	11 964 245	2 651 375	3 301 209	11 314 411
Provisions sur immos incorporelles	7 500	0	0	7 500
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	412 771	67 849	203 304	277 316
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	420 271	67 849	203 304	284 816
TOTAL GENERAL (I + II + III)	12 478 557	2 792 210	3 563 659	11 707 109
Dont dotations et reprises d'exploitation		2 719 225	2 969 513	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		72 986	594 146	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				11 836	11 836	0
Prêts				0	0	0
Autres immos financières				34 182	34 182	0
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				46 017	46 017	0
Clients douteux ou litigieux				344 732	0	344 732
Autres créances clients				37 783 765	37 783 765	0
Créances représentatives de titres prêtés				0	0	0
Personnel et comptes rattachés				35 806	35 806	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				25 002	25 002	0
Impôts sur les bénéfices				0	0	0
Etat et autres collectivités	Taxe sur la valeur ajoutée			4 823 254	4 823 254	0
	Autres impôts			0	0	0
	Etat - divers			0	0	0
Groupes et associés				31 602 738	31 602 738	0
Débiteurs divers				568 995	568 995	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				75 184 290	74 839 559	344 732
Charges constatées d'avance				73 190	73 190	0
TOTAL DES CREANCES				75 303 498	74 958 767	344 732
Prêts accordés en cours d'exercice				0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice				0		
Prêts et avances consentis aux associés				0		
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles			0	0	0	0
Autres emprunts obligataires			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers			0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés			31 334 472	31 334 472	0	0
Personnel et comptes rattachés			3 384 483	3 384 483	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			3 159 567	3 159 567	0	0
Impôts sur les bénéfices			0	0	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Taxe sur la valeur ajoutée		11 164 342	11 164 342	0	0
	Obligations cautionnées		0	0	0	0
	Autres impôts		279 527	279 527	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			0	0	0	0
Groupes et associés			352 269	352 269	0	0
Autres dettes			8 873 986	8 873 986	0	0
Dette représentative de titres empruntés			0	0	0	0
Produits constatés d'avance			14 004 865	14 004 865	0	0
TOTAL DES DETTES			72 553 511	72 553 511	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice			0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice			0			

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	5 268 929
Dettes fiscales et sociales	4 695 252
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0
Autres dettes	794 318
Total	10 758 498

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	7 499 552
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-12 388
Etat et autres collectivités publiques	0
Autres créances	10 742
Disponibilités	0
Total	7 497 905

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Divers Taxes	9 410	0	0
CCA Divers	15 456	0	0
Licences Abonnements	48 325	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	73 190	0	0

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constatés d'avance / chantiers	14 001 053	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	14 001 053	0	0

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 30/09/2024	Valeur nominale
Actions ordinaires	319 300			319 300	20
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
TOTAL	319 300	0	0	319 300	

Variation des capitaux propres

Capitaux propres	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	6 386 000						6 386 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	0						0
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	617 479				21 121		638 600
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	932 022						932 022
Report à nouveau	0				154 248		154 248
Résultat de l'exercice	8 675 369	7 299 787	8 675 369	8 500 000	-175 369		7 299 787
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	94 041	72 986	59 146				107 881
TOTAL CAPITAUX PROPRES	16 704 911	7 372 773	8 734 515	8 500 000	0	0	15 518 538

Ventilation du chiffre d'affaires

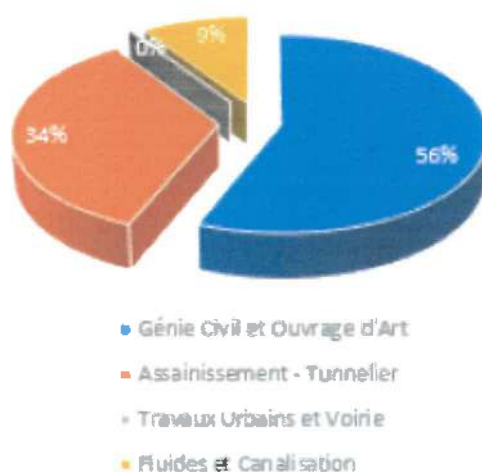
Le chiffre d'affaires de l'entreprise se répartit de la façon suivante :

Travaux Publics : 56 %

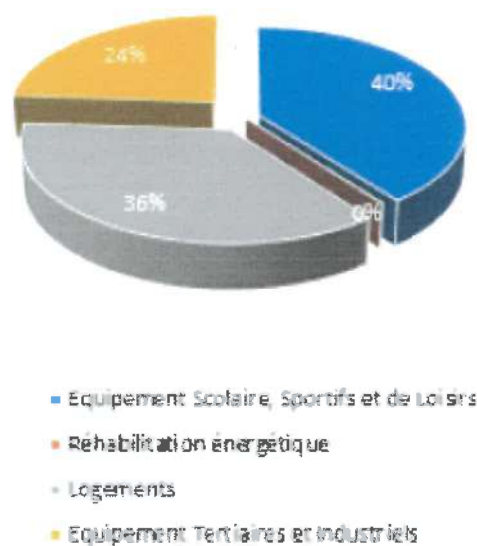
Batiments : 44 %

Et au sein de ces deux activités :

Répartition de l'activité Travaux Publics cumulée à fin Septembre 2024



Répartition de l'activité Batiment en cumulé à fin Septembre 2024



Transferts de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transferts de charges d'exploitation	4 793 734	
- Refacturation de charges de personnel	2 202 959	
- Refacturation de charges externes	2 100 157	
- Autres transfert de charges d'exploitation	490 618	
-		
-		
Transferts de charges financières	0	
-		
-		
-		
-		
-		
Transferts de charges exceptionnelles	0	
-		
-		
-		
-		
-		
TOTAL	4 793 734	

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	9 606 288	1 911 763	7 694 525
Résultat exceptionnel à court terme	383 350	-30 534	413 884
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-1 009 745	201 122	-1 210 867
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	8 979 893	1 680 106	7 299 786

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			7 299 787
Impôt sur les bénéfices			1 680 106
RESULTAT AVANT IMPOT			8 979 893
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	72 986	59 146	13 840
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	72 986	59 146	13 840
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES	0	0	0
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			8 993 733

Fiscalité différée

Libellé	30/09/2024
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt	
Provisions réglementées	107 881
Subventions d'investissement	0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Actif	0
Autres charges déduites d'avance	
Plus values à long terme en sursis d'imposition	
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	107 881
Total passif d'impôt futur	27 860
Bases d'allègement de la dette future d'impôt	
Amortissements des logiciels	
Pertes potentielles sur contrat à long terme	-402 000
Provisions pour retraites et obligations similaires	-1 932 178
Autres risques et charges provisionnés	
Charges à payer	-1 420 810
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Passif	0
Autres produits taxés d'avance	
Déficits reportables fiscalement	
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	-3 754 988
Total actif d'impôt futur	-969 726
Situation nette	-941 865
 (1) Taux d'impôt :	25,83%
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	25,00%
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30%
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	0,00%

Effectif moyen

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	30/09/2024	30/09/2023	30/09/2024	30/09/2023	30/09/2024	30/09/2023
Ingénieurs et Cadres	124	120			124	120
Agents de maîtrise	68	76			68	76
Employés et techniciens					0	0
Ouvriers	195	200			195	200
Autres					0	0
TOTAL	387	396	0	0	387	396

Tableau des participations

Filiales et participations (en €)	Capital	Capitaux propres autres que capital	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Valeur prêts et avances		Cautions	Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes
				Brute	Nette	Brute	Nette				
Participations (détenues à + de 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
FAYAT IMMOBILIER IDF SAS	3 000 000	-1 354 563	100,00%	4 522 654	4 522 654	8 825 683	8 825 683	0	2 612 470	-1 523 263	0
Participations (détenues entre 10 et 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
SCCV EDOUARD BRANLY MONTAGNE PIERRE	1 000	0	50,00%	500	500	1 122	1 122	0	0	83	0
SCCV GRANDES CULTURES EMILE BEAUFILS	1 000	0	50,00%	500	500	180	180	0	0	17	0
Participations (détenues entre 0.01 et 10 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
SCCV VINCENNES 64 DE FRANCE	1 600	0	2,00%	32	32	170 252	170 252	0	7 053 284	-200 382	0
SCCV CHAMPIGNY ROSIGNANO	1 600	0	2,00%	32	32	0	0	0	0	-2 997	0
SCCV GAGNY JOANNES	1 000	0	2,00%	20	20	0	0	0	0	0	0
SCCV GAGNY BOURBOIS	1 000	0	2,00%	20	20	0	0	0	0	0	0
SCCV MAUREPAS	800	0	1,00%	10	10	0	0	0	0	0	0

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Durée de l'exercice (mois)					
Date de clôture	30/09/2024	30/09/2023	30/09/2022	30/09/2021	30/09/2020
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	6 386 000	6 386 000	6 386 000	6 386 000	15 500 000
Nombre d'actions :					
- ordinaires	319 300	319 300	319 300	319 300	775 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	143 769 914	158 112 018	132 337 203	155 815 846	159 851 016
Résultat avant impôts et charges calculées	9 713 951	9 489 006	10 237 609	4 389 094	-9 794 504
Impôt sur les bénéfices	1 680 106	1 429 582	1 252 723	351 282	-99 205
Participation des salariés due au titre de l'exercice	1 009 745	812 801	560 337	79 719	0
Dotations aux amortissements et provisions	-275 688	-1 428 746	1 240 220	2 792 836	567 591
Résultat après impôts et charges calculées	7 299 787	8 675 369	7 184 328	1 165 257	-10 262 890
Résultat distribué au titre de l'exercice		8 500 000	7 000 000	1 000 000	0
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts mais avant charges calculées	22	23	26	12	-13
Résultat après impôts et charges calculées	23	27	23	4	-13
Dividende ordinaire net attribué à chaque action		27	22	3	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés	404	416	428	456	462
Montant de la masse salariale de l'exercice	22 973 235	22 711 039	22 506 965	22 681 696	21 665 916
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, retraites...) (EUR)	8 944 552	8 844 005	8 269 570	8 386 575	7 746 319